

Le 6 mars, 2019

Objet : répression de la lutte pour la rémunération des stages

Le Centre des Travailleurs Immigrants (CTI), qui reçoit des stagiaires en travail social de l'UQAM depuis plusieurs années, est fortement préoccupé par la réaction du département en ce qui concerne la lutte que mène actuellement plusieurs étudiant.e.s pour la rémunération de leurs stages.

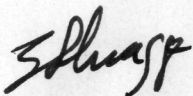
Nous sommes sidérés par l'empressement de l'école à appliquer des mesures coercitives visant à décourager la mobilisation. En effet, dans un récent courriel, nous avons appris la mise en place d'une nouvelle mesure d'évaluation demandant aux étudiant.e.s et aux milieux de stages d'attester que toutes les exigences du département, y compris la complétion des heures demandées, ont été remplies, ce qui forcerait les étudiant.e.s à reprendre les heures manquées à la fin de leur stage et par le fait même réduirait à néant leur moyen de pression.

Dans notre milieu, les horaires sont plutôt atypiques. De nombreuses activités auxquelles participent les stagiaires ont lieu durant les fins de semaines. De plus, les journées de travail peuvent avoir des horaires très variable tout dépendamment du nombre de rencontres prévues ou des projets en cours. Nous sommes convaincus que le nombre d'heures total effectué par les étudiant.e.s passionné.e.s et dévoué.e.s que nous avons reçu dépasse largement les attentes du département si l'on compte le travail effectué en partie en dehors du centre (contrat pédagogique, travail de présentation de l'organisme, travail de présentation des demandes, etc.).

En ce sens, nous nous engageons à respecter le mandat de grève des étudiant.e.s que nous recevons en stage. Ainsi, nous ne ferons pas reprendre les heures manquées et nous n'attesterons pas non plus du nombre d'heures de stage qu'ils auront effectué. De plus, nous encourageons fortement les étudiant.e.s à s'impliquer activement dans le mouvement de revendication pour la rémunération des stages, car nous avons la conviction profonde que cette lutte est intimement liée à l'amélioration globale des conditions de travail. Pour nous, cette lutte est tout à fait cohérente avec notre campagne pour un salaire minimum de 15\$ de l'heure. Nous considérons, par ailleurs, que l'implication des stagiaires dans campagne est tout à fait cohérente avec la profession de travailleurs sociaux et nous sommes fières de les appuyer dans leur démarche.

Nous sommes déçus par l'attitude démobilisatrice du département, que celle-ci soit volontaire ou non, nous nous serions attendus à plus de soutien de la part d'une université comme l'UQAM. Nous comprenons en outre la position inconfortable au sein de la hiérarchie universitaire dans laquelle la direction peut actuellement se trouver face à ce mouvement de grève et nous sommes tout à fait conscients que la crainte de perdre certains acquis puisse pousser plusieurs personnes à adopter des positions plutôt conservatrices. Ce n'est qu'en décentrant son regard que l'on réalise que ces étudiant.e.s ont beaucoup plus à prendre que nous.

Bien à vous,



Eric Shragge

Pour l'équipe au CTI